QUELQUES ACTIVITÉS DE TERRAIN











DÉCEMBRE 2019

Manifestation le 17 décembre 2019 à Strasbourg contre la réforme des retraites aux côtés des syndicats, des militant·e·s et des citoyen·ne·s.

• FÉVRIER 2020

Intervention au forum ICAN, qui réunissait de nombreux acteurs mobilisés pour l'abolition des armes nucléaires. Les élu·e·s doivent s'impliquer au maximum aux côtés des ONG dans ce domaine.

MARS 2020

Mobilisation devant le Parlement européen pour dénoncer les effets meurtriers de la politique de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

MARS ET JUIN 2020

Aux côtés des candidat.e.s des listes de rassemblement écologistes lors des deux tours des élections municipales.

JUIN 2020

Présent au rassemblement citoyen du 9 juin à Paris pour rendre hommage à George Floyd. Nous resterons toutes et tous mobilisé-e-s contre le racisme et les violences policières.

MON ACTUALITÉ À LA RENTRÉE 2020-2021

► Nomination des candidats et du lauréat du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit Négociations interinstitutionnelles sur le Fonds de **Transition Juste**

▶ Débats législatifs sur → Suivi du conflit le salaire minimum européen

en Libye & de la situation des droits en Egypte

Débats sur la coopération européenne au sujet du nucléaire militaire



Mounir Satouri

□ 1 an de mandat

Député européen | 45 ans | Travailleur social de profession

MES **PRIORITÉS**

LUTTER CONTRE LES POPULISMES DE DROITE FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ SOCIALE ET LES SOLIDARITÉS ENGAGER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'EUROPE

MON ACTIVITÉ EN BREF

THÈMES PRINCIPAUX : EMPLOI - AFFAIRES SOCIALES | DROITS HUMAINS | DÉFENSE

Membre de:

- · La Commission de l'Emploi et des Affaires sociales
- · La Sous-commission « sécurité et défense »
- · La Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée
- · La Délégation pour les relations avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN
- · Bureau de la Délégation Francophone

Mandat spécial :

· Rapporteur permanent pour le Parlement européen sur l'Égypte

Membre suppléant de :

- · La Commission des affaires étrangères
- · La Sous-commission « droits humains »
- · La Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe

Membre des intergroupes :

- · Économie sociale
- · Nouveau Pacte vert
- · Lutte contre le racisme et diversité
- · Lutte contre la corruption

SUIVRE MON ACTUALITÉ

>> www.europeecologie.eu/depute-europeen/mounir-satouri

mounir.satouri@europarl.europa.eu - marion.jeune@europarl.europa.eu - magalie.jurine@europarl.europa.eu

MES ACTIVITÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN



CLIMAT ET ÉNERGIE

Fonds de transition juste : un outil pour les droits sociaux et l'inclusion

Doté de plus de 40 milliards d'euros, le Fonds de Transition Juste (FTJ) a été conçu pour accompagner les territoires les plus dépendants des activités économiques polluantes dans la transition écologique. J'étais le rapporteur du texte d'orientation de ce Fonds, adopté le 24 juin 2020 à une large majorité par la commission de l'Emploi et des Affaires sociales.



Alors que la Commission européenne avait proposé un fonds principalement économiques nous avons réussi à rassembler une majorité pour restructurer ce fonds autour d'une perspective sociale et inclusive.

Grâce à notre initiative. la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales propose donc aujourd'hui de financer dans les territoires concernés l'aide à la reconversion non seulement des travailleurs. mais aussi de toutes les personnes en dehors du marché du travail, y compris les chômeurs de longue durée, les personnes à la recherche d'un premier emploi et les jeunes qui n'ont ni emploi ni études ou formation.

Il est également important que le fonds soutienne les infrastructures

sociales, qui sont clés pour conserver ou renforcer le dynamisme des territoires : les centres d'éducation et de formation. les établissements de santé, les logements sociaux écoénergétiques.

J'ai défendu une approche ascendante dans l'élaboration des plans de transition et leur gouvernance. Car on apprend des territoires qui réussissent leur transition, comme Loos-en-Gohelle, qu'une transition se fait efficacement et harmonieusement à condition d'être menée par les forces vives des territoires concernés.

Le rapport réaffirme les objectifs climat pour 2050 au plus tard. L'accès des États Membres au fonds est strictement conditionné à leur respect des accords de Paris. Place, maintenant au débat Interinstitutionnel.



Je déplore néanmoins l'immiscion du gaz naturel comme "carburant intermédiaire" dans ce fonds pourtant dédié à accompagner la transition vers des secteurs d'avenir.



DROITS SOCIAUX

Renforcer le respect des droits des travailleurs transfrontaliers et saisonniers

Avec les élu-e-s du groupe Verts/ALE, j'ai porté une résolution visant à renforcer le respect des droits des travailleurs transfrontaliers et saisonniers en Europe. Cette résolution a été adoptée en juin 2020.

Mise en lumière par la crise de la Covid-19, la situation des travailleur-euse-s transfrontalier-ère-s et saisonnier-ère-s a démontré de nombreuses entraves aux droits : protection et sécurité sociale inadéquats, pas de mesures de chômage partiel ou encore allocations de chômage inadaptées, en raison de l'inexistence de coordination entre les institutions de sécurité sociale des États membres. Par ailleurs, les mesures de santé et de sécurité face à la Covid-19 sont souvent bafouées par les employeurs peu scrupuleux.



Ces personnes ne travaillent pas dans leur pays d'origine, mais elles doivent être protégées par la loi, au même titre que les travailleurs locaux. Cela vaut également pour les travailleurs saisonniers provenant de pays tiers.

Par cette résolution, nous avons appelé la Commission et les États membres à leur garantir des droits sociaux sur l'ensemble de l'Union :

- · Accès à des protections sanitaires adéquates et aux tests
- · Garantie d'accès à l'information, dans leur langue, au sujet des risques liés à la pandémie.
- Préservation de la santé et de la sécurité durant leur voyage.
- · Établissement de normes et garantie de conditions décentes de logement.
- · Prise en charge du rapatriement si nécessaire.
- · Strict respect des législations sociales, des droits du travail et de la couverture chômage.



Nouvelles annexions en Cisjordanie : l'UE doit sanctionner & exister diplomatiquement

Le gouvernement israélien a présenté ses plans en vue d'annexer de grandes zones de la Cisjordanie à partir du 1er juillet 2020. L'Union Européenne ne peut rester silencieuse face à cette violation du droit international.

J'ai co-signé deux lettres adressées à M. Borrell (Haut représentant de l'UE pour les Affaires Etrangères) : l'une, rédigée par la Délégation pour les relations avec la Palestine ; l'autre, cosignée par plus de 1000 parlementaires provenant de toute l'Europe. Nous y exprimons notre totale opposition à ces plans, qui constitueraient une violation sans précédent du droit international, compromettant encore davantage une solution pacifique, juste et durable.

Au delà d'une annexion de jure, nous demandons :

- · la suspension de l'accord UE-Israël, l'imposition d'un embargo global sur les armes et l'exclusion d'Israël des programmes de financement de l'UE.
- · La reconnaissance d'un État palestinien par l'UE & ses Etats membres.
- · L'imposition d'une interdiction du marché unique de l'UE pour tous les produits provenant des colonies illégales d'Israël.



NUCLÉAIRE MILITAIRE

Au Parlement européen, je mène le combat contre le nucléaire, qu'il soit civil ou militaire. C'est bien à l'échelle de l'Europe que nous parviendrons à faire obstacle aux lobbies de cette énergie aussi dangereuse que dispendieuse.

Traité de Non Prolifération des armes nucléaires (TNP). Pour les élu-es écologistes, je mènerai le combat pour militaire opérée par la France. Entre gabegie budgétaire et d'interdiction totale des armes nucléaires (TIAN).

Les années 2020-2021 sont historiques pour la révision du et essai balistique au large de Brest, force est de constater qu'Emmanuel Macron reste empêtré dans les vieilles lunes du 20ème siècle. Au Parlement européen, je suis intervenu un renforcement de ce traité international et pour son à plusieurs reprises en faveur d'un désarmement nucléaire application stricte par les Etats membres. Cela passe d'abord et je me bats pour faire de l'Union européenne une véritable par une opposition ferme et frontale, que j'ai pu exprimer force diplomatique anti dissuasion. Dans le même temps, je à la ministre Florence Parly, à la relance du nucléaire défends le développement des programmes de prévention

LA DÉLÉGATION EUROPE ÉCOLOGIE AU PARLEMENT EUROPÉEN





Suite à l'élection européenne du 26 mai 2019, 13 élu es Europe Écologie ont rejoint le groupe des Verts/ ALE au Parlement européen. Nous siégeons au sein des plus de 20 commissions parlementaires et des délégations du Parlement européen en charge des relations avec les pays et régions tiers. Voici quelques-uns des engagements communs que nous défendons :

Revoir le règlement de Dublin concernant les demandeurs d'asile, en optant pour

- · un système plus équitable entre les États membres
- · une meilleur prise en compte des parcours de vie
- · la libre circulation dans les autres États membres

Réorienter la Politique Agricole Commune

· Une remise à plat totale du système (43% du budget de l'UE), pour emmener enfin l'Europe vers un modèle alimentaire vertueux et durable

Prendre des mesures concrètes pour une meilleure justice fiscale en Europe

· une liste noire crédible des paradis fiscaux, assortie de

- sanctions communes et réellement dissuasives
- · renforcer la transparence fiscale des multinationales
- · voter un plan d'action européen pour taxer les super-riches

Empreinte carbone du secteur de l'aviation

· la mise en place d'une taxe kérosène, qui est le dernier carburant à être entièrement exempté de taxe dans l'UE

Green Deal européen

- · consacrer un effort budgétaire historique à la relance et à l'investissement dans la transition écologique
- mettre en place un volet social du Pacte vert européen pour ne laisser aucun territoire sur le bord du chemin